TEST RÉUSSI POUR LE CNAPEST

La grève des lycées largement suivie

Pari réussi pour le Cnapest. Il a mobilisé les enseignants du secondaire qui ont débrayé hier. Le syndicat autonome se dit satisfait du taux de suivi qu'il estime à 86% au niveau national.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Beaucoup de lycéens ont dû rebrousser chemin hier. Leurs professeurs, répondant à l'appel du Conseil national des professeurs du secondaire et du technique (Cnapest) étaient hier en grève. Son porte-parole estimait hier que la majorité des wilayas ont massivement adhéré au mouvement.

A Alger-Centre par exemple, 32 lycées étaient hier concernés par le débrayage d'une journée. A Alger-Est, le taux s'établissait hier à 78%, il était de 90% à Alger-Ouest, idem à Tlemcen contre 92% à Béjaïa. Cette démonstration de force est la première d'une série de manifestations qui pourraient être décidées ultérieurement.

Les professeurs de l'enseignement secondaire et du technique ont tenu en parallèle de la journée de protestation, des conseils de wilayas qui seront suivis, dès demain, par la tenue d'un conseil national qui devra arrêter un plan d'action afin de faire aboutir les nombreux dossiers toujours en suspens.

Le Cnapest avait pris la décision d'appeler à la grève à l'issue d'un conseil national tenu à la mi-février. Le syndicat autonome expliquait alors que le choix de la date n'était pas fortuit. Le syndicat autonome a choisi une date tristement symbolique puisque en cette même journée de l'année dernière, le gouvernement tenait un conseil interministériel «de guerre» consacré essentiellement aux syndicats autonomes et à la répression des grèves dans le secteur de l'éducation.

Messaoud Boudiba, porte-parole du Cnapest expliquait à l'issue de ce conseil national que le syndicat ne pouvait pas se sentir non concerné par les atteintes aux libertés. En tête de liste des revendications du Cnapest, la gestion des œuvres sociales.

Messaoud Boudiba explique en effet que c'est «le dossier de corruption le plus évident», estimant qu'il n'était plus possible de confier la gestion des œuvres sociales à la Centrale syndicale et de continuer à ignorer les syndicats autonomes. Le Cnapest appelle à l'ouverture du dossier de la médecine du travail, du régime indemnitaire et du code du travail. Il estime que lois régissant la médecine du travail sont obsolètes de l'aveu même des pouvoirs publics, appelle à l'instauration de primes conséquences dans le cadre de la révision du régime indemnitaire et estime qu'il ne peut être écarté de l'élaboration du nouveau code du travail qui menace des acquis que le syndicat dit devoir défendre.

N. I.

BOUIRA

Une paralysie presque totale

Comme à son habitude, le Cnapest de la wilaya de Bouira a réussi, hier mercredi, à l'occasion de la grève nationale d'une journée à laquelle a appelé le bureau national, à paralyser la majorité des établissements du secondaire au niveau de la wilaya.

En effet, sur les 43 lycées existants au niveau de la wilaya, ils étaient 36 à se retrouver paralysés par la grève des enseignants. Une grève dont le taux de suivi avancé par les responsables locaux du Cnapest est de 84,38% avec des pics de 100% dans les daïras de M'chedallah et Bechloul, Haïzer et Bouira, alors que dans les régions de Sour-El-Ghozlane, Aïn Bessem et Lakhdaria, les taux varient.

D'ailleurs, au niveau de ces régions, il y a même des lycées qui ont fonctionné normalement, à l'instar de celui de Mesdour, Souk-Lekhmis, Djebbahia, Dechmia, Bouderbala et les deux lycées de Kadiria ; le Cnapest n'y étant, selon le coordinateur de wilaya du Cnapest, Zoubir Messaoudi, pas représenté. Du côté de l'administration, le taux de suivi de la grève du Cnapest est estimée, selon la cellule de communication de la DE, à 48,7%.

Un taux sous-estimé puisque sur les 43 lycées existants, comme nous l'avons rapporté, 19 lycées ont connu un taux de grève de 100% et les 17 autres ont enregistré des taux de 100%, comme Aïn Bessem, ou 50% comme à Sour-El-Ghozlane. Notons qu'à la fin de la journée, une assemblée générale a été tenue et durant laquelle furent réitérées les revendications d'ordre local et national, dont on citera les arriérés de salaire pour les contractuels, le LSP, l'assainissement de l'administration, l'application des P.-V. 23-11-2008 relatif aux ingénieurs d'Etat, et 25-21-2009 relatif au régime indemnitaire, la médecine du travail, les œuvres sociales et la retraite à 25 ans et, enfin, la nécessité et l'urgence de la révision des réformes éducatives notamment l'allégement des programmes, la réduction du nombre d'élèves par classe et la réduction du volume horaire pour les enseignants.

Y. Y.

CONSTANTINE

Vaste débrayage à l'appel du Cnapest

L'appel à une grève d'une journée lancé par le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) a été largement suivi à travers les lycées et CEM de Constantine. «Les enseignants ont répondu en force à l'appel de grève lancé par leur syndicat», a indiqué, satisfait, M. Boucetta, coordinateur du bureau de wilaya de Constantine du Cnapest.

Il soulignera, à ce titre, que sur les quelque 2 300 professeurs de lycées et CEM de la wilaya, 60% ont suivi le débrayage. «Tous les examens prévus pour hier ont été reportés à une date ultérieure», ont expliqué des élèves de terminale rencontrés à l'entrée du lycée Jugurtha. Ils ont dû ainsi rebrousser chemin.

Le recours à cette nouvelle action est motivé, selon un enseignant, par «la politique de la fuite en avant de la tutelle par rapport à la prise en charge des revendications des enseignants».

Pour rappel, les revendications des grévistes se résument en la révision du régime indemnitaire et, ceci, en prenant en considération les conclusions de la commission mixte mise en place en novembre 2009. Ils réclament également la révision de l'âge de départ à la retraite pour les enseignants et l'association des syndicats autonomes dans l'élaboration du code de travail.

Farid Benzaïd

Tizi-Ouzou marche à l'appel de l'UNPEF

Les enseignants et d'autres fonctionnaires du secteur de l'éducation dont des vacataires étaient très nombreux à répondre à l'appel de l'UNPEF (Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation) pour une journée de protestation, dans la journée d'hier. Les organisateurs parlent de 5 000 participants au rassemblement qui a été organisé devant le portail de la Direction de l'éducation, d'où une marche s'était ébranlée vers le siège de la wilaya avec une halte devant le Trésor public. Les protestataires étaient porteurs de revendications salariales. Ils revendiquent le versement des arriérés de salaires remontant à 2001 et dénoncent la gestion «bureaucratique» de ce dossier par tous les services concernés. H. Sarni, secrétaire de wilaya de l'UNPEF, dénonce «le mépris affiché par le wali qui a refusé de recevoir des représentants de notre syndicat» qui ont été reçus par le P/APW. Les syndicalistes de l'UNPEF se disent mobilisés et déterminés à faire aboutir leurs revendications et promettent de revenir à la charge, si leur requête ne rencontre pas d'écho.

S. A. M.

DECHMIA

Des centaines de villageois ferment le siège de l'APC

Des centaines de citoyens issus de plusieurs villages ont procédé hier, et pour la deuxième journée consécutive, à la fermeture du siège de l'APC de Dechmia, situé à 10 km à l'ouest de Sour-Ghozlane et à 50 km au sud-ouest de Bouira. D'après certains habitants que nous avons contactés, le problème du développement local, qui se pose avec acuité au niveau de plusieurs villages de la commune a poussé des centaines de villageois à réagir en se rassemblant devant le siège de l'APC afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics. Lors de la première journée, le chef de la daïra de Sour-El-Ghozlane a été dépêché sur les lieux mais il a vite été rabroué par les citoyens qui réclamaient le wali ou son représentant direct. Les villageois déplorent le manque de route, de gaz de ville, d'assainissement, d'AEP et d'aménagement urbain, des problèmes auxquels ils font face tous les jours.

En outre, même l'aide à l'habitat rural se fait au compte-goutte et bénéficie uniquement à une certaine catégorie de citoyens, alors que la majorité attend toujours et depuis des années cette aide qui pourrait atténuer un tant soit peu le problème du logement. Pour les jeunes, leurs critiques vont vers le filet social et l'emploi des jeunes, puisque, selon certains, depuis le lancement de l'opération dans les années 1990, les quotas dont bénéficie la commune sont toujours distribués selon la règle du voisinage et du copinage.

Aussi, et après deux jours de grève et de fermeture du siège de l'APC, les centaines de citoyens qui se sont rassemblés devant le siège de l'APC menacent de recourir à d'autres actions de rue si les autorités de la wilaya continuent à leur tourner le dos.

Y. Y.

RASSEMBLEMENT DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS DEVANT LE SIÈGE DE LA WILAYA DE BÉJAÏA

Ils réclament leur intégration et le paiement de 17 mois d'arriérés de salaire

Plusieurs dizaines d'enseignants contractuels ont observé, hier mercredi, un rassemblement de protestation devant le siège de la wilaya de Béjaïa pour réclamer leur intégration et le paiement de 17 mois d'arriérés de salaire.

Par cette action, les enseignants protestataires veulent dénoncer la situation «déplorable» dans laquelle ils se trouvent depuis longtemps et le «mépris affiché par la tutelle localement» à leur égard sans que le ministère de tutelle «daigne faire un geste en notre direction», s'insurge-t-on. Des contestataires reprochent également le «non-respect de l'engagement» du wali et de la Direction de l'éducation pris à l'issue de la réunion du 21 février dernier pour prendre en charge leurs revendications dans «un délai ne dépassant pas les 10 jours». «Les dernières mesures annoncées par le ministre de l'Education pour le paiement des salaires des contractuels, dans un délai ne dépassant pas les deux mois, ne sont pas appliquées à Béjaïa, contrairement aux autres wilayas du pays», reprochent les enseignants protestataires, qui menacent de radicaliser leur mouvement à travers la tenue de rassemblements quotidiens devant le siège de la wilaya dans le cas où les pouvoirs publics persistent à faire la «sourde oreille». Des protestataires ont fait part en marge de ce sit-in de «discussions» avec leurs collègues des autres régions du pays pour la création d'une coordination nationale des enseignants contractuels pour peser dans la contestation et faire aboutir leurs revendications. Un rassemblement national des enseignants contractuels est envisagé pour ce mois de mars devant le ministère de l'Education, a-t-on appris auprès d'un représentant des enseignants contractuels de Béjaïa. Par ailleurs, le Cnapest a, de son côté, décidé de «geler» son mouvement de grève d'une semaine reconductible, entamé dimanche dernier dans les lycées de Béjaïa. Le gel de ce mouvement de grève, selon les syndicalistes du Cnapest qui ont appelé à une reprise des cours à partir d'aujourd'hui, intervient suite à une réunion observée avec le wali et le directeur de l'éducation de Béjaïa qui se sont «engagés à prendre en charge l'ensemble des problèmes posés» par les enseignants du secondaire et du technique de la wilaya.

A. Kersani